



lundi 29 août 2016

## ***La course à la présidentielle a démarré, mais n'attendons pas 2017***

Sarkozy, Montebourg, Juppé, Fillon, Le Pen, nombreux sont les candidats possibles en 2017 qui ont lancé leur campagne. Il s'agit aussi pour tout ce monde politicien parti en campagne de ne pas trop parler des questions qui touchent les travailleurs, du chômage, des salaires, des conditions de travail. Car de ce côté, les principaux candidats n'annoncent que de nouvelles réformes anti-ouvrières. Sarkozy voudrait remettre en cause les 35 heures et l'âge de départ à la retraite... Mais avec Hollande au pouvoir, on a eu autant de mauvais coups qu'avec Sarkozy. La « loi travail », c'est bien l'œuvre du gouvernement Valls.

Que ce soit le gouvernement ou la majorité des candidats, tous sont bien plus à l'aise en menant des campagnes plus ou moins corsées sur la sécurité. Jouant sur l'émotion suite à l'attentat de Nice, des élus ont déroulé pendant le mois d'août le feuilleton ridicule du burkini. Après la décision du Conseil d'État suspendant un arrêté municipal, certains à droite réclament une loi pour l'interdiction du burkini.

Le droit des femmes est évidemment le cadet de leurs soucis. Ils cherchent à jouer d'une démagogie qui fait l'amalgame entre terroristes djihadistes, musulmans et immigrés. Ils voudraient récolter des voix en reprenant les thématiques chères au FN. Au risque de donner une légitimité aux propos et aux actes racistes et à entretenir un climat de division parmi la population.

Le gouvernement qui ne parle que de guerre contre le terrorisme et d'état d'urgence ne joue pas une partition bien différente, avec la mise en place d'une « fondation pour l'Islam de France » présidée par Chevènement.

Il ne faudra pas compter sur un bulletin de vote en 2017 pour changer la situation des classes populaires. Pendant quatre mois, la mobilisation contre la loi travail a tenu tête. C'est sur ce terrain, celui de la lutte, que le monde du travail peut réellement se faire entendre et faire céder gouvernements et patrons. Le 15 septembre, plusieurs syndicats appellent à la grève contre l'application de la loi Travail. Saisissons-nous de cette occasion !

## ***Tremblement de terre en Italie : Crime ou fatalité ?***

Le tremblement de terre survenu le 24 août dans le centre de l'Italie a fait près de 300 morts.

Fatalité ? Prévoir avec certitude à quel moment un tel phénomène se produira est bien sûr impossible. Mais ce que l'on sait parfaitement c'est qu'en Italie, 21 millions de personnes vivent dans des zones à « risques sismiques moyens » et 3 millions dans des zones à « hauts risques ». Cependant, les habitations et les édifices publics : écoles, hôpitaux... sont incapables de résister à un tremblement de terre.

Selon les experts, les moyens existent pourtant qui permettraient de sécuriser ces bâtiments. Il est possible de restructurer les constructions anciennes et les plus récentes devraient respecter les règles anti sismiques... Or, l'école d'Amatrice, reconstruite en 2012, s'est écroulée, les règles n'ont pas été respectées !

Après la catastrophe de l'Aquila, en 2009, qui avait fait 309 morts, 1 600 blessés et plus de 50 000 sans-abris, un plan de prévention avait été décidé. Mais à

ce jour seulement 1 % du budget nécessaire a été utilisé.

L'Italie est pourtant un pays riche : le 8<sup>e</sup> au monde par son PIB. L'an dernier, en application du « Jobs act » (équivalent italien de la Loi travail), l'État a fait cadeau au patronat de 12 milliards d'aides à l'embauche.

« Le pays pleure des larmes de douleur » a déclaré le Président du conseil, Matteo Renzi. En réalité les gouvernants italiens versent surtout des larmes de crocodiles pour essayer de cacher leurs responsabilités.

Comme après chaque catastrophe, on promet une enquête et on assure que « personne ne sera laissé seul ». Alors qu'à l'Aquila, sept ans après, le centre-ville est encore un tas de ruines.

Pendant ce temps, des patrons italiens se frottent déjà les mains en pensant aux bonnes affaires qu'ils vont réaliser grâce à la reconstruction.

**Séances obligatoires : remettre les points sur les i**

Les C mod de la rentrée sont déjà programmés, le vendredi 9 septembre pour l'équipe A et la nuit, le samedi 10 pour l'équipe B. Quant à la Logistique, entre C mod et séances au volontariat, elle est très sollicitée.

Avec le NCS2, les séances supplémentaires obligatoires et non payées peuvent devenir encore plus fréquentes : seule la colère des ouvriers peut mettre un frein aux exigences de la direction.

**Question de principe**

Avec l'épisode de canicule la semaine dernière, l'usine s'est transformée en fournaise. Toute pause dite « chaleur » ou autre prétendu aménagement n'ont rien changé au problème de fond : il faisait bien trop chaud pour travailler sans mettre en cause notre santé et notre sécurité. Cela s'appelle le droit de retrait et chacun peut en faire usage dès qu'il sent que les limites sont atteintes.

**La goutte qui fait déborder le sauna ...**

Pour parfaire la situation, la clim a été arrêtée dans les vestiaires ! Le temps de se changer suffisait pour être déjà en nage. De quoi se mettre en rogne d'entrée de jeu.

**L'usine c'est pas la loi de la jungle**

Une fois en tenue, le parcours du combattant n'était pas terminé : il fallait se mettre en quête d'un ventilateur, d'une rallonge, d'une multiprise... En nombre insuffisant dans l'usine. Objectif survie, chacun pour soi ? C'est ce que souhaiterait la direction. Aucune raison de se démenner à sa place. C'est à elle d'assurer des conditions de travail satisfaisantes, elle a montré à cette occasion tout le mépris qu'elle en a.

**Non au compactage des effectifs**

En LDR, 3 postes de moniteurs et 2 postes d'opérateurs par équipe sont supprimés. La direction liquide ce qui restait de l'ancien Ferrage. Avec la suppression du poste de contrôle des bacs terminés, il est demandé aux opérateurs de faire preuve de toujours plus de polyvalence dans leur travail et d'effectuer eux-mêmes les contrôles.

C'est toujours la même politique : supprimer des postes, augmenter l'exploitation et inciter du monde à partir.

**Chaises musicales**

Le RH techniciens agents de maîtrise et cadres s'en va. Il est remplacé par le RH ouvriers, qui est lui-même remplacé par l'ergonome. Mais qui remplace l'ergonome ? La direction n'a pour l'instant pas communiqué à ce sujet. Voilà pourtant un poste vraiment utile, lui.

**Champions du monde de l'exploitation**

Ce sont *Les Échos* qui le disent : « *La France est le champion d'Europe des dividendes* » avec 40 milliards de dollars distribués et une progression de +11,2 %. Les restructurations, les licenciements, les gels des salaires, les chantages à l'emploi, rapportent leurs fruits ! Des fruits bien juteux qu'ils comptent bien jalousement garder en continuant à exploiter le filon.

**Dépakine : à Sanofi de payer !**

Sept ans après le scandale du Médiator, un nouveau scandale pharmaceutique fait surface. La Dépakine est un anti épileptique qui présente de graves risques pour le fœtus quand il est prescrit aux femmes enceintes. Des milliers d'enfants sont touchés par des malformations ou des troubles comme l'autisme. Les risques étaient connus depuis des décennies mais cela n'a pas empêché Sanofi de continuer à le commercialiser. Et si l'État a annoncé la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes, Sanofi ne compte pas y contribuer.

**Ras-le-bol d'être des vaches à lait**

Les producteurs de lait ont manifesté plusieurs jours devant le siège du leader mondial Lactalis et prévoient encore des actions.

La famille Besnier, propriétaire du groupe, pèse 6,8 milliards d'euros, mais paye le litre largement en dessous de son coût de production. La faute à la « *loi du marché* », dit-elle. Mais la loi, c'est Lactalis qui la fait : premier collecteur en France, il a le monopole dans bien des régions de France.

Après les magouilles du groupe annonçant de fausses augmentations du prix du litre la semaine dernière, la seule solution va être de sortir de cette loi du marché par une solidarité entre tous ceux qui en font les frais.